



National Defence
National Defence Headquarters
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Défense nationale
Quartier général de la Défense nationale
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À :

Megan Buchanan, DLP 8-1-4
Megan.Buchanan@forces.gc.ca

Title/Titre Remorque cuisine	Solicitation No – N° de l'invitation W6399-22LI05/A
Date of Solicitation – Date de l'invitation 03 décembre 2021	
Address Enquiries to – Adresser toutes questions à Megan.Buchanan@forces.gc.ca	
Telephone No. – N° de téléphone 613-945-2929	FAX No – N° de fax
Destination Précisé dans les présentes	

Proposal To: National Defence Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods and services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefore.

Proposition à : Défense nationale Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens et services énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indique(s).

Instructions:

Municipal taxes are not applicable. Unless otherwise specified herein all prices quoted must include all applicable Canadian customs duties, GST/HST, excise taxes and are to be delivered Delivery Duty Paid including all delivery charges to destination(s) as indicated. The amount of the Goods and Services Tax/Harmonized Sales Tax is to be shown as a separate item.

Instructions: Les taxes municipales ne s'appliquent pas. Sauf indication contraire, les prix indiqués doivent comprendre les droits de douane canadiens, la TPS/TVH et la taxe d'accise. Les biens doivent être livrés « rendu droits acquittés », tous frais de livraison compris, à la ou aux destinations indiquées. Le montant de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément.

Solicitation Closes – L'invitation prend fin

At – à :

On - le :

Delivery required - Livraison exigée	Delivery offered - Livraison proposée
Vendor Name and Address - Raison sociale et adresse du fournisseur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of vendor (type or print) - Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur (caractère d'imprimerie)	
Name/Nom _____	Title/Titre _____
Signature _____	Date _____

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	4
1.2 COMPTE RENDU	4
1.3 ACCORDS COMMERCIAUX	4
1.4 CONTENU CANADIEN	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.4 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	12
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	12
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	12
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	12
6.4 DURÉE DU CONTRAT	12
6.5 RESPONSABLES	13
6.6 PAIEMENT	14
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	14
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
6.9 LOIS APPLICABLES	15
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	15
6.11 CONTRAT DE DÉFENSE.....	15
6.12 ASSURANCES.....	15
6.13 EMBALLAGE	15
6.14 ASSURANCE DE QUALITÉ	16
6.15 RÉUNION POSTÉRIEURE À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT / RÉUNION DE PRÉ-PRODUCTION	16
6.16 INSPECTION ET ACCEPTATION	16
6.17 RAPPORTS PÉRIODIQUES.....	16
ANNEXE A	18
DESCRIPTION D'ACHAT POUR REMORQUE CUISINE	18
ANNEXE B	34
CALENDRIER DES PRIX.....	34
ANNEXE C	35

QUESTIONNAIRE SURE LES RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES OBLIGATOIRES.....	35
ANNEXE D	40
MATRICE D'ACCEPTATION D'ÉVALUATION TECHNIQUE PAR L'USINE.....	40
ANNEXE E DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	44
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	44

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Énoncé des travaux

La besoin est décrit à l'annexe A – Description d'achat pour remorque cuisine.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Le besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.4 Contenu canadien

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits canadiens.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par référence dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante, sous réserve des modifications ci-dessous :

- a) La section 02, Numéro d'entreprise – approvisionnement, est supprimée en entier.
- b) La section 20 (2), Autres renseignements, est supprimée en entier.
- c) L'alinéa 2.d de la section 05, Présentation des soumissions, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

de faire parvenir sa soumission uniquement à l'adresse précisée dans la demande de soumissions.

- d) La section 06, Soumissions déposées en retard, est supprimée en entier.
- e) Le texte de la section 07, Soumissions retardées, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

Il incombe au soumissionnaire de vérifier que l'autorité contractante a bien reçu l'intégralité de la soumission. Les erreurs d'acheminement ou autres problèmes liés à la messagerie électronique ayant entraîné un retard dans la soumission ne seront pas acceptées.
- f) Le paragraphe 1 de la section 08, Transmission par télécopieur, est supprimé en entier.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions par voie électronique

- a) Les soumissions doivent être présentées au ministère de la Défense nationale (MDN) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissions doivent être reçues par voie électronique, conformément à ce qui est indiqué au paragraphe b).
- b) **Soumissions transmises par voie électronique : Le système de messagerie électronique ou les pare-feu du MDN peuvent refuser les courriels individuels excédant cinq (5) mégaoctets ou comprenant des éléments comme des macros ou des hyperliens intégrés, et ce, sans qu'un avis soit envoyé au soumissionnaire ou à l'autorité contractante.** Les soumissions plus volumineuses peuvent être envoyées en plusieurs courriels. L'autorité contractante accusera réception des documents.

Il incombe au soumissionnaire de vérifier que l'autorité contractante a bien reçu l'intégralité de la soumission. Le soumissionnaire ne doit pas supposer que tous ses documents ont été reçus, sauf si l'autorité contractante accuse réception de chaque document. Afin de réduire au minimum les risques de problèmes techniques, le soumissionnaire doit prévoir suffisamment de temps avant la date et l'heure de clôture pour l'accusé de réception de ses documents. Les documents techniques et financiers reçus après la date et l'heure de clôture seront rejetés.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie électronique)

Section II : Soumission financière (1 copie électronique)

Section III : Attestations (1 copie électronique)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Les soumissionnaires peuvent utiliser l'annexe B pour indiquer leurs prix. Si les soumissionnaires choisissent d'utiliser l'annexe B pour indiquer leurs prix, les soumissionnaires doivent inclure l'annexe B dans leur offre financière

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

(a) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à ce qui suit :

Les soumissionnaires doivent offrir des prix fermes, rendus droits acquittés (RDA) aux destinations indiquées dans l'annexe B Incoterms 2010, excluant les taxes applicables. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe E Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe E Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation déterminera si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien et présentées par deux soumissionnaires ou plus qui ne sont pas affiliés au sens utilisé dans la [Loi sur la concurrence](#), L.R.C. (1985), ch. C-34. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront admissibles à l'attribution d'un contrat; sinon, toutes les soumissions reçues le seront. Si, à un moment quelconque du processus d'évaluation, on constate, que ce soit en déterminant l'invalidité des attestations, en déterminant que les soumissions sont irrecevables ou que les soumissions ont été retirées par les soumissionnaires, qu'il n'y a plus deux (2) soumissions recevables ou plus avec une attestation valide, alors toutes les soumissions recevables seront admissibles à l'attribution d'un contrat. Le Canada pourrait effectuer la validation des attestations de contenu canadien à tout moment durant le processus d'évaluation, y compris en même temps que d'autres étapes.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les soumissionnaires doivent satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés à l'annexe C – Questionnaire sur les renseignements technique obligatoires.

4.1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, rendu droits acquittés (RDA) aux destinations indiquées dans l'annexe B Incoterms 2010, y compris les droits de douane et taxes d'accise, et excluant les taxes applicables.

4.2 Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. Il sera recommandé d'attribuer le contrat à la soumission dont le prix évalué sur une base globale est le plus bas.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause [A3050T](#), peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

5.1.2.1.1 Clause du *Guide des CCUA* [A3050T](#) (2020-07-01), Définition du contenu canadien.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante

informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à la description d'achat qui se trouve à l'annexe A.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2021-12-02), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'applique au marché et en fait partie intégrante, avec les modifications suivantes :

a. Modification de la définition de ministre :

« Canada », « Couronne », « État » « Sa Majesté » et « gouvernement » signifient Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre de la Défense nationale et toute autre personne qui agit au nom du ministre ou, le cas échéant, un ministre compétent auquel le ministre de la Défense nationale a délégué ses pouvoirs ou ses fonctions, et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.

b. L'article 09 intitulé *Garantie des conditions générales 2010A* est modifié en supprimant le paragraphe 2 en le remplaçant par ce qui suit :

L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 01 octobre 2022.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens qui sont décrits à l'annexe A du contrat selon les mêmes conditions et aux prix dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les douze (12) mois de la date d'émission du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

6.4.3 Instructions d'expédition

Les biens doivent être expédiés et livrés à la destination indiquée dans le contrat, à savoir :

1. Selon les Incoterms 2010 rendus droits acquittés (RDA) aux destinations indiquées dans l'annexe B.
2. L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre rendez-vous pour la livraison en communiquant avec le responsable technique. Le destinataire peut refuser les envois lorsqu'aucun rendez-vous n'a été fixé.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom: Megan Buchanan
Titre: Agent principal d'acquisition et soutien du matériel
Ministère de la Défense nationale
Direction des Acquisitions pour l'armée de terre

Adresse: 101 Colonel By Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Téléphone: 613-945-2929
Courriel: Megan.Buchanan@forces.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est : *(à être inséré par DND au moment de l'attribution du contrat)*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (à être complété par le soumissionnaire)

Nom: _____
Titre: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Courriel: _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans le contrat, selon un montant total de _____. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour les changements, modifications ou interprétations des travaux, sauf si ces changements, modifications ou interprétations ont été au préalable approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'avoir été intégrés aux travaux.

6.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017-08-17), Limite de prix

6.6.3 Paiements multiples

Clause du *Guide des CCUA* [H1001C](#) (2008-05-12) Paiements multiples

6.6.4 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* [A1009C](#) (2008-05-12) Accès aux lieux d'exécution des travaux

Clause du *Guide des CCUA* [A9049C](#) (2011-05-16) Sécurité des véhicules

Clause du *Guide des CCUA* [C2000C](#) (2007-11-30) Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

6.6.5 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;

6.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé Présentation des factures des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les

travaux identifiés sur la facture soient complétés. Chaque facture doit être appuyée par une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé Responsables du contrat.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.8.2 Clauses du Guide des CCUA

Clause du *Guide des CCUA* [A3060C](#) (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales 2010A (2020-05-28) biens – complexité moyenne;
- (c) Annexe A, Description d'achat;
- (d) Annexe B, Calendrier des prix;
- (e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.11 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* [A9006C](#) (2012-07-16), Contrat de défense

6.12 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurances – aucune exigence particulière

6.13 Emballage

Les méthodes de préservation et de conditionnement doivent être conformes à la norme courante de l'entrepreneur pour les envois au Canada ou, au besoin, aux normes pour les envois outremer (par exemple pour les cargaisons en cale).

Clauses du *Guide des CCUA* [D2000C](#) (2007-11-30), Marquages

Clauses du *Guide des CCUA* [D2001C](#) (2007-11-30), Étiquetage

Clauses du *Guide des CCUA* [D3010C](#) (2016-01-28), Livraison de marchandises dangereuses/produits dangereux

Clauses du *Guide des CCUA* [D3015C](#) (2014-09-25), Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage

Clauses du *Guide des CCUA* [D9002C](#) (2007-11-30), Ensembles incomplets

6.14 Assurance de qualité

Clause du *Guide des CCUA* [D5545C](#) (2019-05-30), ISO 9001:2008 – Systèmes de Management qualité-exigences (CAQ C)

6.15 Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production

Dans un délai de dix (10) jours civils après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour déterminer si une réunion est requise. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité technique afin de passer en revue les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal dans les cinq (5) jours civils après la tenue de la réunion. La réunion aura lieu aux établissements de l'entrepreneur ou à un édifice du ministère de la Défense nationale ou via téléconférence, à la discrétion du Canada, sans frais additionnels au Canada, avec des représentants de l'entrepreneur et du ministère de la Défense nationale.

6.16 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.17 Rapports périodiques

1. L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels, en format électronique, sur l'avancement des travaux, au responsable technique et à l'autorité contractante.
2. Le rapport périodique doit comporter trois parties :
 - a. Partie 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :
 - i. Le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
 - ii. Le projet respecte-t-il le budget prévu?
 - iii. Le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

- b. Partie 2 : Un rapport narratif, concis mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, contenant au minimum :
 - i. Une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant

d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclu, au besoin, afin de décrire l'avancement des travaux.

- ii. Une explication de tout écart par rapport au plan de travail.
 - iii. Une description des voyages ou conférences relatifs au contrat durant la période visée par le rapport.
 - iv. Une description de tout équipement important acheté ou construit durant la période visée par le rapport.
- c. Partie 3 : Le « Formulaire de projet de contrat et de rapport », [PWGSC-TPSGC 9143](#), (ou autre formulaire équivalent jugé acceptable par l'autorité contractante) montrant les éléments suivants :
- i. Les dépenses réelles et prévues, sur une base mensuelle, pour la période visée. (Les dépenses doivent être présentées par mois et par tâche.)
 - ii. L'avancement des travaux en fonction du projet de contrat original de l'entrepreneur. Le formulaire servira de base pour la planification et l'estimation du coût des travaux et faire rapport de l'avancement et des coûts réels comparativement au plan lors de l'exécution du contrat.

ANNEXE A

DESCRIPTION D'ACHAT POUR REMORQUE CUISINE

1. Portée

1.1 But

La présente description d'achat couvre les exigences d'une remorque cuisine mesurant de 5,5 à 6,7 m (18 à 22 pi).

1.2 Directives

Les instructions suivantes s'appliquent à la présente description d'achat.

- a) Toute exigence accompagnée du verbe « doit » (ou « doivent ») est une exigence impérative. Aucun écart ne sera accepté.
- b) Les exigences formulées au moyen du futur de l'indicatif définissent des actions qui relèvent du gouvernement du Canada et ne nécessitent aucune mesure ni obligation de la part de l'entrepreneur.
- c) Lorsqu'une formulation n'emploie ni le verbe « devoir » ni le futur de l'indicatif, les renseignements sont fournis à titre indicatif seulement.
- d) Dans le présent document, le terme « fourni » signifie « fourni et installé ».
- e) Lorsqu'on fait référence à une certification technique dans la présente description d'achat, une copie de la certification en question ou une preuve de conformité acceptable doit être fournie pour le véhicule sur demande de l'autorité technique (AT);
- f) Les mesures métriques sont utilisées pour définir les exigences. Toutes les autres mesures sont fournies à titre de référence uniquement et ne correspondent pas nécessairement à des conversions exactes;
- g) Lorsqu'une norme est précisée et que le soumissionnaire propose un équivalent, celui-ci doit fournir la norme équivalente.
- h) Les dimensions qualifiées de nominales doivent être considérées comme des dimensions approximatives. Les dimensions nominales reflètent la méthode d'identification habituelle des matériaux et produits offerts sur le marché, mais dont les dimensions diffèrent des dimensions réelles.

1.3 Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent à l'interprétation de la présente description d'achat :

- a) « Équivalent » – Désigne une solution de remplacement équivalente sur le plan du produit, du rendement ou d'une norme que l'autorité technique pourrait accepter lorsqu'une preuve de conformité en guide d'équivalence de l'exigence respective est fournie pour l'évaluation.
- b) « Véhicule » – Véhicule complet, y compris tous les systèmes et les sous-systèmes dans un état de fabrication complet et conformes aux exigences de la présente description d'achat.
- c) « Autorité technique » – Désigne le représentant de l'État responsable du contenu technique de la présente description d'achat.

-
- d) « Preuve de Conformité » – Document comme une brochure, un rapport d'essai d'un tiers, un rapport généré par le logiciel d'un tiers ou une attestation signée par un haut représentant du fabricant d'équipement d'origine (comme un ingénieur agréé), indiquant la caractéristique ou le rendement spécifié.
 - e) « Poids nominal brut du véhicule » (PNBV) – Désigne le poids maximal du véhicule en état de marche tel que mentionné par le fabricant.
 - f) « Poids nominal brut sur l'essieu » (PNBE) – Désigne la valeur spécifiée par le fabricant d'un véhicule comme étant sa capacité de charge sur un seul essieu du véhicule, cette capacité étant mesurée à l'interface entre le pneu et le sol.
 - g) « Poids à vide » – Désigne le poids du véhicule non chargé (poids à vide), mais entièrement équipé. Le poids à vide comprend la remorque cuisine, l'équipement fourni par l'entrepreneur et les réservoirs de liquide pleins (p. ex., eau, propane, etc.).
 - h) « Charge utile » – Capacité de charge non grevée du véhicule (c'est-à-dire le PNBV moins le poids à vide).
 - i) « DFT » – Disjoncteur de fuite de terre.

1.4 Questionnaire d'information technique et configuration proposée

Le soumissionnaire doit :

- a) Remplir un questionnaire de renseignements techniques pour le véhicule offert à l'annexe C. S'il omet de fournir les brochures, les analyses de rendement, les dessins, les graphiques ou les tableaux spécifiés, le soumissionnaire pourrait voir sa soumission jugée non-conforme. Il peut être considéré non-conforme d'omettre de répondre à une question du questionnaire de renseignements techniques. Toute dérogation à la description d'achat doit être indiquée sur le certificat de conformité.
- b) Joindre à la soumission une proposition de configuration de l'intérieur de la remorque cuisine. La configuration doit être logique en ce sens qu'elle facilite la préparation, la cuisson et le service en temps opportun de repas complets pour cent cinquante (150) personnes. La configuration finale sera convenue entre le soumissionnaire et l'autorité technique du MDN avant de fabriquer la remorque cuisine.

1.5 Documents pertinents

Les documents suivants font partie de la présente description d'achat. Le Canada ne fournira aucun document de référence. Les sources sont les suivantes :

Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail

Gouvernement du Canada

<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/H-3/>

Loi sur les produits dangereux

Gouvernement du Canada

<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/H-3/>

Manuel de la SAE

www.sae.org

Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (RSVA)

Gouvernement du Canada, Transports Canada

<http://www.tc.gc.ca/fra/lois-reglements/reglements-crc-ch1038.htm>

2. EXIGENCES

2.1 Modèle de série

Le véhicule :

- a) Doit être le modèle le plus récent d'un fabricant qui a fait ses preuves en vendant ce type et cette catégorie de véhicules depuis au moins cinq (5) ans;
- b) Doit comprendre tous les composants et les accessoires habituellement fournis pour cette application même s'ils peuvent ne pas être spécifiquement décrits dans la présente description d'achat.
- c) Doit être fournie avec les certificats techniques des fabricants d'origine de ses systèmes et ensembles d'équipement principaux pour cette application.
- d) Être conforme à toutes les lois, à tous les règlements et à toutes les normes industrielles en vigueur au Canada au moment de sa fabrication. Les domaines de réglementation doivent inclure, sans toutefois s'y limiter, la fabrication, la santé et la sécurité, les niveaux de bruit, l'environnement et les émissions.
- e) Ne pas avoir de capacités de système et de composant augmentées au-delà des capacités nominales publiées (c.-à-d. brochures sur le produit ou les composants).

2.2 Conditions d'utilisation

Le véhicule doit fonctionner de façon sécuritaire et efficace sur des routes secondaires, des routes de gravier et hors-route (p. ex. chantiers de construction, terrains vagues et chemins de terre) toute l'année dans la neige, la boue, le sable et sur la glace à des températures allant de -35 °C à +40 °C.

2.3 Normes de sécurité

2.3.1 Réglementation sur la sécurité des véhicules

Le véhicule doit :

- a) Respecter les dispositions du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (RSVA)*;
- b) Porter une étiquette de certification de conformité de sécurité comportant une marque nationale de sécurité (MNS) en guise de sceau de conformité ou être accompagné d'un formulaire d'importation de véhicules contenant une preuve d'inspection réalisée par le Registraire des véhicules importés (RVI).

2.3.2 Matières dangereuses

L'entrepreneur doit réduire le plus possible ou éliminer l'utilisation de matières dangereuses, de substances appauvrissant la couche d'ozone, de biphényle polychloré, d'amiante et de métaux lourds (comme décrit dans la *Loi sur les produits dangereux du Canada*) sur le véhicule au moment de la livraison.

2.3.3 Ergonomie et sécurité

Les systèmes et les composants du véhicule doivent :

- a) Se conformer aux articles pertinents du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*;
- b) Être sécuritaires et utilisables par le 95^e centile adulte de sexe masculin et le 5^e centile adulte de sexe féminin dans toutes les conditions d'utilisation;

- c) Être dotés, lorsque la sécurité du conducteur l'exige, de fonctions de sécurité comme des plaques d'avertissement et d'instructions, des protecteurs thermiques et des couvercles de protection au-dessus des pièces rotatives ou en mouvement;
- d) Être dotés de surfaces de marche antidérapantes.

2.4 Facilité d'entretien

Toutes les tâches d'entretien et de réparation, en particulier l'entretien de routine de l'opérateur, doivent :

- a) Être conçus pour faciliter l'exécution de toutes les tâches à l'aide d'outils standard (c.-à-d. aucun outil spécial);
- b) Être conçus pour permettre à un homme du 95^e centile ou à une femme du 5^e centile (conformément à la règle SAE B3.9.3) d'effectuer des tâches, notamment :
 - i. Accès facile à tous les éléments qui doivent faire l'objet d'un entretien;
 - ii. Aucun panneau d'accès fixé en permanence (p. ex., il ne doit pas y avoir de plaques rivetées).

2.5 Dimensions et rendement

2.5.1 Dimensions

Le véhicule doit présenter les dimensions nominales suivantes :

- a) Longueur de la carrosserie : 5,5-6,7 m (18-22 pi);
- b) Longueur maximale de la flèche avant : 1,5 m (4,9 pi);
- c) Hauteur totale maximale : 388 cm (1,53 po) (du sol au point le plus élevé);
- d) Largeur intérieure minimale de la carrosserie : 229 cm (90 po);
- e) Hauteur intérieure minimale de la carrosserie : 244 cm (96 po);
- f) Largeur extérieure maximale de la carrosserie (y compris les roues et l'élargisseur d'aile) : 274 cm (108 po);
- g) Hauteur du plancher intérieur (au-dessus du sol) : 62,5 ± 5 cm (25 ± 2 po).

2.5.2 Performance

La remorque cuisine, au PNBV, doit pouvoir être remorquée à une vitesse d'au moins 105 km/h (65 mi/h) sur une chaussée dure.

2.6 Poids nominaux

Le véhicule doit présenter les poids nominaux minimaux suivants :

- a) Charge utile (nourriture, matières consommables, etc.) d'au moins 300 kg (660 lb);
- b) PNBV d'au moins 6 000 kg (13 200 lb) et d'au plus 9 000 kg (19 800 lb);
- c) PNBE pour chaque essieu conforme à toutes les restrictions de poids provinciales à travers le Canada.

2.7 Construction

La remorque cuisine doit présenter les caractéristiques suivantes :

-
- a) Un concept entièrement fermé avec des planchers, des murs et un plafond isolés;
 - b) Des rails de châssis principal en acier de construction et des traverses capables de soutenir la remorque cuisine jusqu'à son PNBV maximal;
 - c) Des montants d'angle en acier à grand rayon aérodynamique, à l'avant et à l'arrière;
 - d) Des montants de parois latérales en sections d'acier d'au moins 25 mm (1 1/8 po) sur des centres de 410 mm (16 po) avec de larges brides permettant de retenir le revêtement et la garniture intérieure;
 - e) Un revêtement latéral extérieur fabriqué de tôle d'aluminium lisse, d'au moins 0,76 mm (0,030 po) d'épaisseur, collé ou riveté aux montants muraux et à la sous-structure;
 - f) Des montants muraux avant en acier de calibre 10 à tous les 410 mm (16 po) de centre en centre;
 - g) Tous les joints des panneaux doivent être conçus de manière à empêcher l'infiltration d'humidité;
 - h) Un pare-pierres sur la partie extérieure avant de la remorque cuisine qui s'étend du bas de la paroi jusqu'à une hauteur d'au moins 60 cm (24 po) en tôle striée d'acier inoxydable ou d'aluminium;
 - i) Des ailes et des garde-boue en aluminium, le cas échéant, pour éviter les dommages causés à la remorque cuisine par les débris de la route.

2.8 Plancher

Le plancher de la remorque cuisine doit :

- a) Être suffisamment solide pour soutenir l'équipement réparti de manière uniforme et jusqu'à quatre (4) membres du personnel;
- b) Présenter un revêtement ou un recouvrement de sol de protection interne (par exemple, un produit antidérapant en aérosol, un revêtement de sol en caoutchouc, etc.) qui offre des propriétés antidérapantes dans des conditions sèches et humides.

2.9 Toit

Les éléments suivants doivent être fournis :

- a) Des arcs de toit en aluminium anti-écaillage et pré-cambrés;
- b) Un toit monopiece en aluminium ou en acier galvanisé riveté sur le périmètre des rails de toit et collé aux arceaux de toit;
- c) Une corniche de toit présentant un rayon en aluminium anodisé extrudé ou en acier galvanisé autour du périmètre du toit avec rail d'égouttement intégré.

2.10 Portes/fenêtres

La remorque cuisine doit être munie des portes et des fenêtres suivantes :

- a) Au moins deux (2) portes d'entrée/sortie présentant les caractéristiques suivantes :
 - i. Elles doivent autoriser l'accès à la remorque cuisine par le personnel comme suit :
 - a. Largeur de 91-122 cm (36-48 po) sur une hauteur de 183 cm (72 po);
 - b. Construction en aluminium ou en acier galvanisé avec des revêtements intérieurs/extérieurs assortis aux murs de la remorque cuisine;

- c. Quincaillerie de serrure de porte en acier inoxydable et en aluminium avec possibilité de verrouillage au moyen d'un cadenas;
- d. Joints de porte en caoutchouc moulé sur les côtés de la porte;
- e. Dispositifs permettant de retenir les portes en position complètement ouverte;
- ii. Prévoir une porte moustiquaire secondaire à l'intérieur des ouvertures;
- iii. Inclure des lumières de sortie de secours au-dessus des portes à l'intérieur de la remorque cuisine;

b) Une fenêtre de service répondant aux critères suivants :

- i. Au moins 183 cm (72 po) de largeur sur 91 cm (36 po) de hauteur;
- ii. Prévoir une fenêtre coulissante en verre;
- iii. Prévoir un moustiquaire coulissant secondaire à l'intérieur de l'ouverture;
- iv. Prévoir une étagère articulée sur le côté inférieur extérieur de l'ouverture comme suit :
 - a. Longueur de l'ouverture;
 - b. Largeur d'au moins 61 cm (24 po);
 - c. Prévoir un mécanisme pour fixer l'étagère sur le côté de la remorque cuisine lorsqu'elle est repliée pour le transport.

2.11 Auvent

La remorque cuisine doit être munie d'un auvent à commande manuelle répondant aux critères suivants :

- a) Installé sur l'extérieur de la remorque cuisine au-dessus de la zone de service;
- b) Dimensions permettant de couvrir toute la fenêtre de service et l'étagère;
- c) Ne nuit aucunement à la porte latérale;
- d) Est de couleur unie (gris, noir ou bleu foncé).

2.12 Stabilisation

La remorque cuisine doit être munie du système de stabilisation et de mise à niveau suivant :

- a) Simple à utiliser de sorte qu'il permet à une seule personne formée de désaccoupler la remorque cuisine du véhicule de remorquage, de mettre la remorque cuisine de niveau et de se préparer à l'utilisation en moins d'une (1) heure;
- b) Un cric avant « électrique » d'une capacité minimale de 1 360 kg (3 000 lb) répondant aux critères suivants :
 - i. Prévoir une plaquette de déplacement amovible pour une utilisation sur des surfaces molles (comme le sable) qui se monte sur la flèche de la remorque cuisine lorsqu'elle n'est pas utilisée et qui est retenue à la remorque cuisine avec un câble d'attache;
 - ii. Amovible ou doté d'une fonction qui le protège des dommages dus au contact avec la route lorsque la remorque cuisine est remorquée;
- c) Des vérins de nivellement stabilisateurs à chaque coin de la remorque cuisine de manière à créer un environnement de travail stable lorsque les utilisateurs se trouvent dans la remorque cuisine (empêchent le basculement et le roulement) comme suit :
 - i. Capacité suffisante afin de soutenir le PNBV de la remorque cuisine plus 50 %;
 - ii. Prévoir une plaquette de déplacement amovible pour une utilisation sur des surfaces molles (comme le sable) qui se monte sur la remorque cuisine lorsqu'elle n'est pas utilisée et est retenue à la remorque cuisine avec un câble d'attache;
 - iii. Amovibles ou escamotables ou dotées d'une fonction qui les protège des dommages dus au contact avec la route lorsque la remorque cuisine est remorquée;
 - iv. Prévoir un indicateur de niveau (à la fois avant/arrière et latéral) dans chaque coin de la remorque cuisine pour faciliter la mise à niveau de la remorque cuisine.

2.13 Suspension

La remorque cuisine doit être munie d'une suspension tandem ou tridem répondant aux critères suivants :

- a) Système de suspension indépendant durable convenant pour une utilisation hors route;
- b) Essieux doubles ou triples avec une capacité nominale combinée équivalant au moins au PNBV de la remorque cuisine;
- c) Garde au sol au PNBV, mesurée à partir du composant le plus bas du châssis (sans compter les essieux), d'au moins 48 cm (16 po);
- d) Capable de maintenir une hauteur d'assiette uniforme au PNBV avec au plus 2,5 cm (1 po) de variation de hauteur d'un côté à l'autre mesurée au niveau de la ligne centrale du pneu;
- e) Prévoir quatre (4) anneaux en D d'arrimage pour la récupération et/ou le transport aérien, soit un (1) dans chaque coin du cadre, chacun présentant une capacité nominale d'au moins 50 % du PNBV.

2.14 Freins

La remorque cuisine doit :

- a) Être munie sur toutes les roues de freins électriques à réglage automatique convenant PNBV de la remorque cuisine;
- b) Présenter un câblage permettant le branchement au véhicule de remorquage avec une cosse rectangulaire à 7 broches;
- c) Comporter un interrupteur d'urgence pour appliquer les freins de la remorque en cas de séparation entre celle-ci et le véhicule de remorquage;
- d) Présenter des freins alimentés par une batterie spécialisée placée sur la flèche de la remorque cuisine à l'intérieur d'un boîtier en plastique rigide de protection contre les intempéries;
- e) Prévoir un système de frein de stationnement correspondant au PNBV maximal de la remorque cuisine et capable de maintenir la remorque cuisine en place lorsqu'elle est stationnée sur une pente de quinze (15) degrés et à son PNBV maximal.

2.15 Roues et pneus

La remorque cuisine doit :

- a) Être munie de pneus radiaux toutes saisons dont la taille et la capacité de charge nominale correspondent au PNBV de la remorque cuisine;
- b) Ne présenter aucun contact avec un composant de la suspension ou toute autre partie de la remorque cuisine lorsqu'elle est chargée au PNBV et alors que la remorque cuisine est remorquée sur un sol inégal;
- c) Chaque roue doit être munie d'un moyeu avec graisseur externe;
- d) Avoir un essieu muni d'un instrument pour mesurer la distance cumulative parcourue en kilomètres (comme un compteur sur le moyeu d'essieu);

- e) Comporter un support de roue de secours externe sur la paroi extérieure avant au-dessus de la flèche qui ne nuit aucunement au fonctionnement normal du cric et de l'échelle, incluant une roue de secours pleine grandeur, un dispositif de verrouillage pour fixer le pneu au support, et tout l'équipement nécessaire pour changer un pneu.

2.16 Attelage

La remorque cuisine doit :

- a) Présenter au niveau de la flèche un poids ne dépassant pas 1 950 kg (4 300 lb);
- b) Présenter une boule d'attelage à verrouillage positif compatible avec une boule d'attelage de 59 mm (2 5/16 po) pour véhicule;
- c) Un (1) connecteur électrique à sept (7) pôles de style véhicule récréatif pour véhicule de remorquage;
- d) Être munie de deux (2) chaînes de sécurité galvanisées avec des manilles de taille et de résistance appropriées pour fixer la remorque cuisine au véhicule de remorquage en cas de bris de l'attelage conformément aux exigences des NSVAC;
- e) Être munie d'un système approprié de répartition du poids et de stabilisation.

2.17 Équipement raccordé

La remorque cuisine doit comprendre un équipement adapté de manière à pouvoir nourrir jusqu'à cent cinquante (150) personnes à chaque repas, y compris au moins ce qui suit :

- a) Équipement de cuisson suivant :
 - i. Un (1) four à convection double pleine grandeur qui accepte des moules de cuisson standard de 45,7 x 66 cm (18 x 26 po);
 - ii. Une (1) cuisinière au gaz pleine grandeur avec six (6) brûleurs et four répondant aux critères suivants :
 - a. Plan de travail nominal de 91 x 69 cm (36 x 27 po);
 - b. Brûleurs d'au moins 18 000 BTU;
 - c. Four au gaz d'au moins 39 000 BTU;
 - iii. Une (1) plaque chauffante au gaz comme suit :
 - a. Au moins 60 cm (24 po) de largeur sur toute la profondeur;
 - b. Commande thermostatique;
 - c. Au moins 60 000 BTU;
 - d. Comprend un bac à graisse pleine largeur pour spatule;
 - iv. Une (1) table à vapeur électrique comme suit :
 - a. Peut accueillir au moins cinq (5) bacs de cafétéria standard de 30 x 50 x 6 cm (12 x 20 x 2,5 po);
 - b. Commande thermostatique;
- b) Équipement de préparation et de nettoyage des aliments répondant aux critères suivants :
 - i. Table(s) de travail en acier inoxydable répondant aux critères suivants :
 - a. Surface de travail combinée mesurant au moins 300 cm x 60 cm (120 po x 24 po);
 - b. Étagères en acier inoxydable au-dessus des tables;
 - ii. Un (1) évier de préparation des aliments en acier inoxydable à trois (3) compartiments mesurant chacun au moins 46 x 46 x 30 cm (18 x 18 x 12 po);
 - iii. Un (1) lavabo en acier inoxydable avec porte-serviettes et distributeur de savon;
- c) Hotte de ventilation et extincteur :

-
- i. Hotte(s) de ventilation/extraction en acier inoxydable (calibre 18) au-dessus d'un équipement de cuisson ouvert (par exemple, cuisinière à gaz et plaque chauffante) répondant aux critères suivants :
 - a. Filtres en acier inoxydable;
 - b. Prévoir un ventilateur à échappement vertical répondant aux critères suivants :
 - 1. Dimensions d'au moins 48 x 48 cm (19 x 19 po);
 - 2. Puissance de ¼ HP avec turbine de 28 cm (11 pouces) de diamètre;
 - ii. Un système d'extinction d'incendie adapté et approuvé par la National Fire Protection Association (NFPA), les Underwriters Laboratories (UL), NSF International (NSF), en vertu des Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada (NSVAC) de Transports Canada (TC) et par le Département des transports des États-Unis (É.-U.) (DOT) ou des organismes de normalisation équivalents;
 - iii. Au moins un (1) extincteur manuel de type K-12.

2.18 Chauffage, ventilation et climatisation (CVC)

La remorque cuisine doit être munie d'un système de CVC capable de maintenir un environnement de travail intérieur confortable (20 ± 5 °C) pour les opérations à des températures de fonctionnement extérieures de -30 °C à +40 °C.

2.19 Système au propane

La remorque cuisine doit être munie d'un système au propane répondant aux critères suivants :

- a) Deux (2) réservoirs de propane de 13,6 kg (30 lb) placés à l'intérieur d'une enceinte protectrice sur la flèche de la remorque cuisine;
- b) Toute la tuyauterie et l'équipement connexe (p. ex., tuyau de raccordement du réservoir à la tuyauterie du système, régulateur, etc.) pour alimenter en propane tous les équipements installés à l'intérieur, au besoin;
- c) Deux (2) branchements externes au réservoir de propane répondant aux critères suivants :
 - i. Raccord rapide de 3/8 po;
 - ii. Soupape d'arrêt de sécurité adaptée au propane à BP;
 - iii. Protection contre les dommages à l'intérieur d'une enceinte avec couvercle d'accès verrouillable.

2.20 Alimentation en eau

La remorque cuisine doit être munie d'un circuit d'eau répondant aux critères suivants :

- a) Réservoir d'eau potable d'au moins 60 litres (13,5 gallons impériaux);
- b) Tous les raccords et toutes les pompes nécessaires pour fournir de l'eau à l'équipement et aux éviers installés, au besoin;
- c) Raccordement externe pour un tuyau d'eau douce de qualité alimentaire de 1,9 cm (0,75 po) qu'il faut relier à une source d'eau externe répondant aux critères suivants :
 - i. Chauffé pour empêcher le gel;
 - ii. Protégé contre les dommages à l'intérieur d'une enceinte munie d'un couvercle d'accès verrouillable;
- d) Chauffe-eau au propane « sur demande » sans réservoir d'une capacité d'au moins cinq (5) gallons par minute;
- e) Réservoir de stockage des eaux grises répondant aux critères suivants :
 - i. Capacité d'au moins 267 L (60 gallons impériaux);
 - ii. Raccordement externe pour l'élimination répondant aux critères suivants :

-
- a. Raccord en PVC de 5 cm (2 pouces) protégé contre les dommages à l'intérieur d'une enceinte avec couvercle d'accès verrouillable;
 - b. Un (1) tuyau d'évacuation flexible de 5 cm (2 po), d'une longueur d'au moins 3 m (10 pi).

2.21 Éclairage et électricité

La remorque cuisine doit être munie d'un système électrique et d'éclairage tel que décrit dans les sections suivantes.

2.21.1 Sources d'alimentation

La remorque cuisine doit pouvoir être alimentée par les sources suivantes :

- a) Le véhicule de remorquage 12 V c.c. pour charger la batterie du système de freinage;
- b) Une source externe de 120 V c.a., 60 Hz, 50 ampères (réseau électrique ou génératrice);
- c) Une source externe 240 V c.a., 60 Hz, 50 ampères (réseau électrique ou génératrice) au moyen d'un convertisseur intégré de 240 V c.a. à 120 V c.a.

2.21.2 Gestion de l'alimentation

Le système de gestion de l'alimentation de la remorque cuisine doit être capable de :

- a) Passer automatiquement d'une source d'alimentation à l'autre, la source externe de 120/240 V c.a. étant la source d'alimentation privilégiée;
- b) Alimenter l'équipement et les systèmes d'éclairage de la remorque cuisine chaque fois qu'une source d'alimentation est disponible;
- c) Charger le système de batterie de la remorque cuisine chaque fois qu'une source d'alimentation externe est disponible.

2.21.3 Électricité intérieure

La remorque cuisine doit être munie d'un système électrique interne comme suit :

- a) Disjoncteurs du système et composants divers situés dans une boîte du « panneau secondaire » protégée contre les intempéries et répondant aux critères suivants :
 - i. Situés à l'intérieur de la remorque cuisine au moins à 122 cm (48 po) au-dessus du sol;
 - ii. Puissance nominale de 125 ampères (minimum);
 - iii. Encastré avec une porte d'accès;
 - iv. Prévoir au moins six (6) emplacements vides pour permettre l'expansion;
- b) Prévoir six (6) prises doubles de 120 V c.a. (DFT) répondant aux critères suivants :
 - i. Réparties autour du périmètre de la zone de travail tel que convenu avec l'autorité technique du MDN;
 - ii. Chaque prise doit être munie d'un disjoncteur spécialisé de 15 A;
 - iii. Chaque prise doit être capable de fournir 1 800 watts de puissance;
 - iv. Les disjoncteurs de prise de 15 ampères sont reliés à un (1) disjoncteur principal de 30 ampères dans le panneau secondaire.

2.21.4 Éclairage intérieur

La remorque cuisine doit être munie de l'éclairage interne suivant :

- a) Éclairage conforme à l'Agence canadienne d'inspection des aliments répondant aux critères suivants :
 - i. L'éclairage ne modifie pas la couleur des aliments;

-
- ii. Les ampoules et les luminaires sont de type sécuritaire et/ou protégés de manière à empêcher la contamination des aliments en cas de bris;
 - iii. Éclairage d'au moins 220 lux (20 pieds bougie) mesuré au niveau des surfaces de travail;
- b) Contrôlé par un seul interrupteur répondant aux critères suivants :
- i. Relié à un disjoncteur DFT de 15 A (minimum);
 - ii. Situé à l'intérieur près de la porte à 122 cm (4 pi) au-dessus du sol.

2.21.5 Éclairage extérieur

La remorque cuisine doit :

- a) Utiliser des feux externes à DEL pour tout l'éclairage de la carrosserie, y compris les feux d'avertissement, les feux de gabarit, les feux de recul, les clignotants et les feux de freinage, conformément aux exigences de Transports Canada;
- b) Prévoir deux (2) projecteurs extérieurs halogènes au quartz de 500 watts (ou à DEL équivalents) répondant aux critères suivants :
 - i. Un (1) projecteur situé à l'avant de l'aire de service et l'autre situé à l'arrière de l'aire de service;
 - ii. Doivent fonctionner uniquement lorsque la remorque cuisine est reliée à une source d'alimentation externe;
 - iii. Contrôlés par un seul interrupteur comme suit :
 - a. Relié à un disjoncteur de 15 ampères;
 - b. Situé à l'intérieur près de la porte à 122 cm (4 pi) au-dessus du sol.

2.21.6 Génératrice

La remorque cuisine doit comprendre une génératrice répondant aux critères suivants :

- a) Génératrice au gaz répondant aux critères suivants :
 - i. Puissance : Au moins 7 000 watts (fonctionnement) et 9 000 watts (surtension au démarrage);
 - ii. Cote de niveau de bruit. Au plus 72 dB;
- b) Installée conformément aux instructions du fabricant d'origine de la génératrice;
- c) Comprend un (1) réservoir de carburant externe spécialisé de 30 litres (6,6 gallons impériaux) placé plus haut que l'admission de la pompe à carburant afin d'alimenter la pompe par gravité, et comprend un goulot de remplissage et un bouchon de remplissage pour permettre le remplissage du réservoir en enlevant le capuchon de remplissage seulement;
- d) Comprend le tuyau d'échappement approprié selon le type d'installation;
- e) Montée dans la remorque cuisine de manière à permettre l'accès pour l'entretien préventif de routine sans la retirer de la remorque cuisine;
- f) Est située aussi loin que possible à l'avant de la remorque cuisine;
- g) Est accessible du côté de la remorque cuisine par un panneau d'accès verrouillable au moyen d'un mécanisme permettant de verrouiller la porte en position complètement ouverte;
- h) Comprend un couvercle inférieur pour protéger la génératrice des débris de la route et qui s'enlève pour permettre de procéder à l'entretien;
- i) Est munie de systèmes de fixation principaux et de secours pour l'empêcher de tomber pendant le remorquage.

2.21.7 Électricité pour besoins variés

La remorque cuisine doit comporter ce qui suit :

- a) Un chargeur/mainteneur de batterie de 12 V c.c. capable de charger une batterie de type AGM (Absorbed Glass Material);
- b) Un convertisseur de 240 V c.a. à 120 V c.a. ;
- c) Une connexion de source d'alimentation protégée contre les intempéries de 50 A de Hubbell pour véhicule récréatif de 120/240 V c.a. à l'extérieur de la remorque cuisine;
- d) Un câble SOOW de 15 m (50 pi) de calibre 10, cinq (5) fils avec des extrémités mâles et femelles à verrouillage par rotation Hubbell de 120/240 V c.a. (ou l'équivalent), 30 A;
- e) Un câble SOOW de rallonge de 1 m (3 pi) de calibre 10, trois (3) fils à verrouillage par rotation Hubbell femelle (ou l'équivalent) de 120/240 V c.a., un connecteur de 50 A à une extrémité et à verrouillage par rotation Hubbell mâle de 120 V c.a., 50 A (ou l'équivalent) pour relier à une prise externe de 120 V c.a. (Remarque : Seuls les fils L1, neutre et de terre seront utilisés sur le connecteur femelle à verrouillage par rotation);
- f) Un lieu de stockage spécialisé, sécurisé et protégé contre les éléments pour ranger les pièces énoncées ci-dessus.

2.22 Outils et équipement d'essai spécialisés (OEES)

La remorque cuisine doit être équipée de tous les OEES nécessaires afin de procéder à l'entretien de routine et aux réparations d'urgence. Les outils à main de mécanicien standard ne sont pas considérés comme des OEES.

2.23 Peinture

La méthode de peinture suivante doit être utilisée pour le véhicule :

- a) Extérieur peint conformément aux recommandations du fabricant de la peinture produisant un fini durable et une apparence lisse sans coulisses et pelures d'orange;
- b) La gamme standard de couleurs de peinture disponibles selon le type de remorque offert. Les couleurs de peinture finales seront déterminées lors de l'attribution du contrat;
- c) Métaux non ferreux (comme l'aluminium) anodisés lorsqu'ils sont exposés à l'environnement;
- d) Un traitement au phosphate avec apprêt ou couche d'enduit de type E doit être appliqué sur tous les métaux ferreux. Au moins une couche de peinture et un enduit transparent doivent ensuite être appliqués.

2.24 Système de protection contre la corrosion

Les articles suivants doivent être fournis pour la remorque cuisine :

- a) Traitement anticorrosion du marché, en plus de la protection standard appliquée en usine. La date du traitement sera fixée par l'autorité technique afin d'optimiser les avantages saisonniers d'une prévention de la corrosion. Si le traitement n'est pas effectué avant la livraison, un certificat prépayé autorisant que le traitement soit fait dans un atelier spécialisé doit être fourni avec la remorque cuisine.
- b) Les surfaces métalliques du véhicule doivent être traitées avec une pellicule d'huile antirouille ayant les propriétés suivantes :

-
- i. Anti-humidité;
 - ii. Diffusion capillaire;
 - iii. Faible teneur en solvant;
 - iv. Compatibilité avec les caoutchoucs, les plastiques et tous les autres matériaux utilisés pour la construction de véhicules;
 - v. Non toxique;
 - vi. Dégouttement minimal.

- c) Les surfaces à traiter comprennent, entre autres, les sections fermées et caissonnées, les joints, les moulures, les interstices, les points de soudure, le soubassement et les supports extérieurs exposés.

2.25 Matériel à l'épreuve de la corrosion

La remorque cuisine doit :

- a) Être munie de rivets en acier inoxydable, zingués, galvanisés à chaud ou en aluminium;
- b) Comporter des mesures pour éviter la corrosion galvanique.

2.26 Identification

Les informations suivantes doivent être apposées en permanence sur une plaque fixée dans un endroit bien en vue et protégée sur la languette de la remorque cuisine :

- a) nom du fabricant, numéro de modèle, numéro de série et année;
- b) PNBV et PNBE (selon le cas).

2.27 Conditions de livraison

La remorque cuisine doit être livrée à destination en bon état de fonctionnement (en état de marche et convenablement réglée). L'intérieur et l'extérieur doivent être propres. Si la remorque cuisine doit faire l'objet d'un assemblage à destination, l'entrepreneur doit fournir tout le personnel et l'équipement requis pour effectuer l'assemblage. Le destinataire fournira l'aire de montage. Aux fins de vérification de l'envoi, tous les articles comme les clés pour écrous de roues, les crics et tous les autres outils, matériel et accessoires, qui sont expédiés en vrac avec la remorque cuisine, doivent être indiqués sur le certificat d'expédition ou sur un bordereau d'expédition joint.

2.28 Entreposage manuel

Les éléments suivants doivent être fournis :

- a) Un lieu de stockage spécialisé à l'abri des intempéries à l'intérieur de la remorque cuisine pour les manuels de l'opérateur et d'entretien;
- b) Un porte-document en plastique pour le document d'immatriculation de la remorque cuisine.

3. RENSEIGNEMENTS LIVRABLES

L'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants

Élément	Présentation	EM	Chaque véhicule
Manuels	Numérique	X	X
	Papier		X
Lettre de garantie	Numérique	X	X
Sommaire des données	Numérique	X	
Photographies	Numériques	X	
Dessin des dimensions	Numérique	X	X
Liste d'outils spéciaux	Numérique	X	
Liste des pièces de rechange pour l'entretien préventif	Numérique	X	
Liste de pièces de rechange recommandées	Numérique	X	

- a) Manuels – Les manuels suivants en format papier et électronique (MS Word ou PDF) bilingues (anglais et français) doivent être fournis :
 - i. Manuel d'utilisation – Manuel d'utilisation de la remorque cuisine comprenant les renseignements suivants :
 - a. Aperçu général de la remorque cuisine, y compris les caractéristiques;
 - b. Instructions pour l'utilisation en toute sécurité de la remorque cuisine, y compris les systèmes électriques et les systèmes de freinage;
 - c. Pratiques de remorquage sécuritaires et spécifications de remorquage de la remorque cuisine;
 - d. Méthodes sécuritaires de changement des pneus;
 - e. Les vérifications/instructions concernant l'entretien quotidien fait par l'opérateur (y compris le graissage);
 - f. Les avertissements de sécurité;
 - g. Tout autre élément que l'opérateur doit connaître;
 - ii. Manuel d'entretien (réparation en atelier) – Manuel d'entretien (réparation en atelier), incluant les renseignements suivants :
 - a. Un aperçu et des illustrations montrant tous les composants de l'équipement installé dans la remorque cuisine, le système de suspension et les accessoires venant d'autres fabricants, qui sont fournis d'après les exigences du contrat. Les illustrations doivent comprendre des numéros pour les pièces indiquées;
 - b. Une liste de toutes les pièces indiquées, comprenant les détails suivants : numéro de pièce du fabricant (y compris ceux des fabricants d'équipement d'origine) de l'illustration, le numéro de la pièce et une brève description de l'article;
 - c. Des renvois entre tous les numéros de pièce (y compris ceux des fabricants d'équipement d'origine) et la bonne figure et numéro d'article;
 - d. La liste des exigences en matière d'entretien préventif;
 - e. Un guide de dépannage, qui indique les étapes à suivre et les essais à effectuer afin de déterminer la cause exacte d'une anomalie, ainsi qu'une explication des étapes à suivre pour corriger l'anomalie;
 - f. Une liste des tolérances, couples de serrage et volumes de liquides nécessaires.
 - iii. Manuels de l'équipement installé – Manuels d'utilisation du fabricant d'origine pour tous les équipements installés (par exemple, équipement de cuisson, hotte de ventilation et système d'extinction d'incendie, systèmes de CVC, etc.);
- b) Lettre de garantie – La remorque cuisine doit être garantie contre les défauts de fabrication pour une période d'au moins cinq (5) ans couvrant les principaux composants. La lettre de garantie en format électronique (.pdf) bilingue doit comprendre les éléments suivants :

-
- i. Une liste de tous les fournisseurs de services de garantie canadiens désignés qui honoreront la garantie de l'équipement et des équipements (le cas échéant), y compris le nom de la personne-ressource et le numéro de téléphone de chaque fournisseur de service de garantie;
 - ii. La couverture de garantie additionnelle des sous-systèmes et une copie de la lettre de garantie bilingue de chacun des fabricants d'origine des sous-systèmes;
 - iii. La durée de garantie négociée dans le cadre du contrat;
 - iv. Les coordonnées de l'entrepreneur, incluant le nom et le numéro de téléphone de la personne chargée du soutien à la garantie.
 - c) Fiche technique – Une fiche technique pour chaque véhicule en remplissant le formulaire de l'autorité technique;
 - d) Photos – Des photos de chaque véhicule livré comprenant :
 - i. Des photos en couleur, sur un fond uni et en format numérique JPEG avec une résolution d'au moins 10 mégapixels.
 - ii. Une vue trois quarts avant gauche;
 - iii. Une vue trois quarts arrière droite;
 - iv. Des photos de l'intérieur qui donnent un aperçu de l'équipement installé;
 - e) Dessin avec dimensions – Un dessin avec dimensions d'un côté et vue de face montrant les dimensions hors tout du véhicule;
 - f) Liste des outils spéciaux – Liste détaillée des outils spéciaux spécifiques nécessaires à l'entretien et à la réparation du véhicule, incluant :
 - i. le nom de l'article;
 - ii. le numéro de pièce de l'entrepreneur;
 - iii. le numéro de pièce du fabricant (FEO);
 - iv. la quantité recommandée par véhicule;
 - v. le prix unitaire;
 - vi. l'unité de distribution;
 - g) Liste des pièces de rechange pour l'entretien préventif – Liste des pièces requises pour effectuer l'entretien préventif du véhicule pendant douze (12) mois incluant :
 - i. le nom de l'article;
 - ii. le numéro de pièce de l'entrepreneur;
 - iii. le numéro de pièce du fabricant (FEO);
 - iv. le code d'approvisionnement OTAN du fabricant d'origine (NCAGE) ou son nom et son adresse;
 - v. le numéro de nomenclature OTAN (NNO) (s'il est connu);
 - vi. la quantité par véhicule;
 - vii. le prix unitaire;
 - viii. l'unité de distribution;
 - h) Liste de pièces de rechange recommandées – Liste des pièces de rechange jugées nécessaires à l'entretien du véhicule pendant une période de douze (12) mois excluant toute période de garantie. Le nom de l'article, incluant :
 - i. le nom de l'article;
 - ii. le numéro de pièce de l'entrepreneur;
 - iii. le numéro de pièce du fabricant (FEO);
 - iv. le code d'approvisionnement OTAN du fabricant d'origine (NCAGE) ou son nom et son adresse;
 - v. le numéro de nomenclature OTAN (NNO) (s'il est connu);
 - vi. la quantité par véhicule;
 - vii. le prix unitaire;

viii. l'unité de distribution;

- i) Rappels de sécurité et données d'entretien – L'information suivante doit être fournie à l'adresse du client de manière continue pendant toute la durée de vie prévue du véhicule (10 ans) :
- i. Rappels de sécurité;
 - ii. Bulletins de service technique du fabricant;
 - iii. Ce service peut être offert par l'Internet.

ANNEXE B
CALENDRIER DES PRIX

Numéro d'article	Description	Quantité	Adresse de destination	Date de livraison	Prix unitaire ferme	Prix calculé
01	Remorque cuisine	4	Dans un rayon de 250 km de la région de la Capitale nationale (<i>adresse fournie à l'attribution du contrat</i>)	_____ JJ/MM/AAAA		
Quantités optionnelles – Peuvent être exercées dans les douze (12) mois suivant l'attribution du contrat						
02	Remorque cuisine	1	Dans un rayon de 300 km de la région de la Capitale nationale (<i>adresse fournie à l'attribution du contrat</i>)	_____ JJ/MM/AAAA		
					Sous-total	
					Taxes applicable (%)	
					TOTAL	

ANNEXE C
QUESTIONNAIRE SURE LES RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES OBLIGATOIRES

But

La présente annexe couvre les renseignements techniques que doit fournir le soumissionnaire. Ces renseignements sont exigés par le responsable technique pour l'évaluation technique de l'équipement offert.

Directives

Les soumissionnaires seront évalués selon les critères qui figurent dans le présent document. Dans la matrice de conformité, le soumissionnaire doit indiquer la conformité (Oui/Non) pour chaque élément et fournir une référence (p. ex., numéro de page, section, etc.) dans la soumission où l'on trouve l'information relative à la conformité. Veuillez noter qu'en encerclant « Non » à tout élément de conformité, la soumission peut être jugée non conforme et rejetée.

PARAGRAPHES CONCERNANT LA DESCRIPTION D'ACHAT

Les numéros des paragraphes auxquels on fait référence renvoient aux paragraphes de la description d'achat (annexe A) et non à ceux de la présente annexe.

Annexe A Paragraphe	Description	Conforme Encercler une réponse	Renvoi à la soumission
2.1	Modèle de série : Marque/modèle : Année modèle :	Oui/Non	
2.2	Conditions d'utilisation	Oui/Non	
2.3.1	Réglementation en matière de sécurité des véhicules Origine du fabricant (au Canada ou à l'étranger)	Oui/Non	
2.3.2	Matières dangereuses	Oui/Non	
2.3.3	Ergonomie et sécurité	Oui/Non	
2.4	Facilité d'entretien	Oui/Non	

2.5.1	Dimensions : Longueur de la carrosserie : Longueur de la flèche avant : Hauteur hors tout : Largeur intérieure de la carrosserie : Hauteur intérieure de la carrosserie : Largeur extérieure de la carrosserie : Hauteur intérieure du plancher :	Oui/Non	
2.5.2	Rendement Vitesse de remorquage sur route compacte :	Oui/Non	
2.6	Poids nominaux : Charge utile : PNBV : PNBE (chaque essieu) :	Oui/Non	
2.7	Construction	Oui/Non	
2.8	Plancher	Oui/Non	
2.9	Toit	Oui/Non	
2.10	Portes/fenêtres Taille de la porte d'accès : Taille de la fenêtre de service :	Oui/Non	
2.11	Auvent	Oui/Non	

2.12	Stabilisation		
	Capacité du cric électrique avant :	Oui/Non	
	Capacité du vérin de mise à niveau du stabilisateur (chacun) :		
2.13	Suspension	Oui/Non	
2.14	Freins	Oui/Non	
2.15	Roues et pneus	Oui/Non	
	Taille des pneus et charge nominale :		
2.16	Attelage	Oui/Non	
2.17	Équipement raccordé	Oui/Non	
2.18	CVCA	Oui/Non	
2.19	Système au propane	Oui/Non	
2.20	Alimentation en eau	Oui/Non	
2.21.1	Sources d'alimentation	Oui/Non	
2.21.2	Gestion de l'alimentation	Oui/Non	
2.21.3	Électricité intérieure	Oui/Non	
2.21.4	Éclairage intérieur	Oui/Non	
2.21.5	Éclairage extérieur	Oui/Non	
2.21.6	Génératrice	Oui/Non	
2.21.7	Électricité pour besoins variés	Oui/Non	
2.22	Outils spéciaux et équipement d'essai	Oui/Non	
2.23	Peinture	Oui/Non	

2.24	Système de protection contre la corrosion	Oui/Non	
2.25	Matériel à l'épreuve de la corrosion	Oui/Non	
2.26	Identification	Oui/Non	
2.28	Entreposage manuel	Oui/Non	

Certificat de conformité – Si le véhicule et l'équipement offerts ne sont pas exactement conformes aux exigences de la présente description d'achat, tout écart doit être indiqué ci-dessous.

S'il n'y a pas de différences, le soumissionnaire doit l'indiquer ci-dessous en cochant la case :

☐ **AUCUNE DIFFÉRENCE**

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Représentant du soumissionnaire :

Titre :

Numéro de téléphone :

Signature et date :

ANNEXE D
MATRICE D'ACCEPTATION D'ÉVALUATION TECHNIQUE PAR L'USINE

La matrice suivant sera utilisée par le responsable technique durant l'acceptation de la remorque cuisine.

Information sur l'entrepreneur

Nom de l'entrepreneur : _____

Date d'acceptation : _____

Lieu d'acceptation : _____

Responsable technique : _____

Référence de la DA	Exigence de la DA	Exigence respectée en matière de DA	Commentaires de responsable technique
2.1	Modèle de série : Marque/modèle : Année modèle :	Oui/Non	
2.2	Conditions d'utilisation	Oui/Non	
2.3.1	Réglementation en matière de sécurité des véhicules Origine du fabricant (au Canada ou à l'étranger)	Oui/Non	
2.3.2	Matières dangereuses	Oui/Non	
2.3.3	Ergonomie et sécurité	Oui/Non	
2.4	Facilité d'entretien	Oui/Non	

2.5.1	Dimensions : Longueur de la carrosserie : Longueur de la flèche avant : Hauteur hors tout : Largeur intérieure de la carrosserie : Hauteur intérieure de la carrosserie : Largeur extérieure de la carrosserie : Hauteur intérieure du plancher :	Oui/Non	
2.5.2	Rendement Vitesse de remorquage sur route compacte :	Oui/Non	
2.6	Poids nominaux : Charge utile : PNBV : PNBE (chaque essieu) :	Oui/Non	
2.7	Construction	Oui/Non	
2.8	Plancher	Oui/Non	
2.9	Toit	Oui/Non	
2.10	Portes/fenêtres Taille de la porte d'accès : Taille de la fenêtre de service :	Oui/Non	
2.11	Auvent	Oui/Non	

2.12	Stabilisation		
	Capacité du cric électrique avant :	Oui/Non	
	Capacité du vérin de mise à niveau du stabilisateur (chacun) :		
2.13	Suspension	Oui/Non	
2.14	Freins	Oui/Non	
2.15	Roues et pneus	Oui/Non	
	Taille des pneus et charge nominale :		
2.16	Attelage	Oui/Non	
2.17	Équipement raccordé	Oui/Non	
2.18	CVCA	Oui/Non	
2.19	Système au propane	Oui/Non	
2.20	Alimentation en eau	Oui/Non	
2.21.1	Sources d'alimentation	Oui/Non	
2.21.2	Gestion de l'alimentation	Oui/Non	
2.21.3	Électricité intérieure	Oui/Non	
2.21.4	Éclairage intérieur	Oui/Non	
2.21.5	Éclairage extérieur	Oui/Non	
2.21.6	Génératrice	Oui/Non	
2.21.7	Électricité pour besoins variés	Oui/Non	
2.22	Outils spéciaux et équipement d'essai	Oui/Non	
2.23	Peinture	Oui/Non	

2.24	Système de protection contre la corrosion	Oui/Non	
2.25	Matériel à l'épreuve de la corrosion	Oui/Non	
2.26	Identification	Oui/Non	
2.28	Entreposage manuel	Oui/Non	

ANNEXE E de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement)